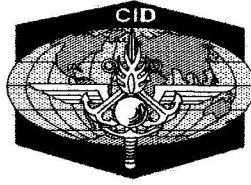


1998-578



Mémoire de géopolitique



**Les Frères musulmans représentent-ils
une menace pour la France ?**

CEN BOISGONTIER

GROUPE A6

Sommaire

INTRODUCTION.....	2
1. LA NEBULEUSE DES FRERES MUSULMANS.....	3
1.1. LES FRERES MUSULMANS EGYPTIENS.....	4
1.2. LES FRERES MUSULMANS ARABES	5
1.2.1. <i>Les sections arabes des Frères musulmans</i>	5
1.2.2. <i>Les sections parrainées par les Frères musulmans</i>	7
1.3. LES MOUVEMENTS INSPIRES PAR LES FRERES MUSULMANS.....	8
1.4. LES MOUVEMENTS NEOFONDAMENTALISTES.....	9
2. LES THESES DES ISLAMISTES.....	11
2.1. QUI SONT LES ISLAMISTES ?	11
2.1.1. <i>Définitions</i>	11
2.1.2. <i>Genèse</i>	11
2.1.3. <i>Composition</i>	12
2.2. LA SOCIETE SELON LES FRERES MUSULMANS	13
2.2.1. <i>Les thèses énoncées</i>	13
2.2.2. <i>Réislamisation par le haut ou par le bas</i>	14
2.2.3. <i>Des éléments positifs</i>	14
2.3. LES RELATIONS INTERNATIONALES SELON LES FM	15
2.3.1. <i>Islamisme et monde musulman</i>	15
2.3.2. <i>Un mouvement anticommuniste, antisioniste et anti-occidental</i>	15
2.3.3. <i>Vers une internationale islamiste offensive ?</i>	16
2.4. LES NEOFONDAMENTALISTES.....	16
2.4.1. <i>Composition des mouvements néofondamentalistes</i>	16
2.4.2. <i>Les thèses des mouvements néofondamentalistes</i>	17
3. UNE MENACE POUR LA FRANCE ?.....	17
3.1. UNE MENACE EXTERNE ?	18
3.1.1. <i>une menace directe</i>	18
3.1.2. <i>Une menace indirecte</i>	18
3.2. UNE MENACE INTERNE ?	19
3.2.1. <i>La communauté islamique en France</i>	19
3.2.2. <i>L'islam en France</i>	20
3.2.3. <i>L'islamisme en France</i>	20
3.3. ELEMENTS DE SOLUTION.	21
3.3.1. <i>La lutte antiterroriste</i>	21
3.3.2. <i>L'intégration</i>	22
3.3.3. <i>La coopération avec les pays concernés</i>	22
CONCLUSION	23
ANNEXES :	
<i>Annexe 1 : L'Islam dans le monde</i>	24
<i>Annexe 2 : Les institutions islamiques</i>	25
<i>Annexe 3 : Les mouvements islamistes sunnites</i>	26
<i>Annexe 4 : L'Islam en France</i>	27
<i>Annexe 5 : Lexique</i>	28
<i>Annexe 6 : Bibliographie</i>	29

« Allah est notre but ; Le Prophète est notre leader ; Le Coran est notre constitution ; le *Jihad* est notre voie ; la mort dans la voie de Dieu est notre suprême aspiration ».

Mot d'ordre des Frères musulmans.

Introduction

Première religion du monde avec environ 800 millions de fidèles, l'Islam est souvent assimilé, à tort, à l'islamisme, voire à l'expression la plus radicale de celui-ci : l'intégrisme. Bien qu'étant le fait d'une minorité de Musulmans, l'islamisme radical sunnite a fait irruption dans la vie quotidienne des Occidentaux au travers de la guerre civile algérienne, des actions du *Hamas* en Israël, des attaques contre les touristes en Egypte ou des attentats aveugles perpétrés aux Etats-Unis et en France. Aussi, l'incompréhension de nos sociétés développées face à un Orient secret, ignoré et lointain, s'est muée en peur lorsque le fait religieux s'est doublé d'une idéologie politique. Qui plus est, la présence de communautés immigrées parfois importantes a donné à certains le sentiment que « le ver était dans le fruit », tandis que les diverses politiques d'intégration semblaient échouer.

Cet islamisme se réclame exclusivement d'un mouvement égyptien sunnite né dans les années 20 : les Frères musulmans. Aussi, face à cette montée de la violence à nos portes, on peut se demander si ces Frères représentent une menace pour la France.

A l'évidence, le défi islamiste représente un ensemble de menaces pour l'Occident. Menaces pour la stabilité de régions vitales à nos approvisionnements énergétiques, menaces pour la sécurité de nos Etats et pour la cohésion de nos sociétés, tant le fondamentalisme musulman paraît éloigné des valeurs occidentales. Mais comme toutes les peurs irraisonnées, celle de l'islamisme doit cependant être relativisée. L'Islam, religion de paix, n'est pas l'islamisme. L'islamisme moderne, élitiste et légaliste, est plus important que le néofondamentalisme intégriste, révolutionnaire et terroriste. L'islamisme n'a pas son internationale de type Komintern.

Après avoir brossé un portrait de la nébuleuse des mouvements islamistes sunnites, il convient d'en étudier les idées puis de montrer quelles sont les menaces qui pèsent sur notre pays.

1. LA NEBULEUSE DES FRERES MUSULMANS

Le mouvement islamiste est jeune. Il débute en 1928 avec la fondation des Frères musulmans par l'Egyptien Hassan al-Banna et ne s'implante en Asie qu'en 1941 et au Maghreb qu'en 1979.

Ce mouvement né en Egypte (axe géographique du monde arabe, pays représentant un quart de la population arabe, siège de la Ligue Arabe et de la prestigieuse université d'al-Azhar au Caire) essaimera tout d'abord vers ses voisins

arabes, puis il inspirera de nombreux autres mouvements dans le monde avant d'enfanter à partir des années 1990 des entités extrémistes.

1.1. LES FRERES MUSULMANS EGYPTIENS

En 1928 à Ismaïlia, un instituteur nommé Hassan al-Banna (1906-1949) fonde l'association des Frères musulmans (*Jama'at al-Ikhwān al-Muslimīn*). A l'origine, cette organisation se voulait réformatrice et encourageait ses membres à adopter un style de vie plus strict. Puis elle se radicalisa sous l'influence des événements de Palestine et de son engagement contre la monarchie égyptienne, considérée comme inféodée à LONDRES. En 1933, est créée une branche féminine, les Soeurs musulmanes (*Jama'at al-Sayyidat al-Muslimat*) par Zaynab al-Ghazzali. En 1936, une « branche spéciale » paramilitaire est formée. Elle participe à l'insurrection arabe en Palestine, puis sera engagée dans la guerre de fondation d'Israël en 1948 et au canal de Suez en 1956. Le mouvement va toujours osciller entre diverses tendances.

Il connaît des périodes de terrorisme : de 1945 à 1948, il assassine deux premiers ministres, un ministre anglophile, le chef de la police et un juge. En 1954 et en 1965, deux tentatives d'assassinat de Nasser échouent. Ceci vaut aux FM deux dissolutions, la première en décembre 1948, la seconde en 1954. Par ailleurs, les chefs du mouvement sont persécutés. Hassan al-Banna est assassiné en janvier 1949 par des tueurs à gage. Cheikh Hassan al-Hudaybi, le guide spirituel du mouvement, est condamné à la prison à perpétuité et Ibrahim Tayeb, chef de la branche spéciale est exécuté tout comme 5 autres dirigeants des FM en décembre 1954. En août 1966, 42 islamistes sont jugés et les 3 leaders du groupe sont exécutés : Sayyid Qotb (responsable de l'action missionnaire [*da'wa*] et théoricien du mouvement), Abd al-Fattah Isma'il (le chef des FM) et Hassan al-Hudaybi. En 1994, après les attentats des radicaux (voir chapitre 14), les dirigeants des FM sont une nouvelle fois arrêtés.

Le mouvement a aussi des périodes de collaboration avec le pouvoir. Ainsi, les Frères musulmans soutiennent le coup d'état des « officiers libres » en 1952. A partir de 1967, les activités des FM sont non reconnues officiellement par le gouvernement mais tolérées tacitement. En 1971, le président Anouar el Sadate, ancien membre des FM, fait sortir les membres du groupe de prison. Avec cette situation de semi-légalité, le mouvement connaît un essor considérable, surtout pendant les années 1970 et 1980 où il investit massivement de nombreuses organisations et institutions non-gouvernementales (27% des associations ont une référence religieuse). Dans les années 1980, les FM tentent d'entrer dans le jeu politique par des alliances avec le parti Wafd en 1984 (15% des sièges : 58 députés dont 12 FM) et en 1987 avec le parti libéral et le parti socialiste du travail au sein de l'alliance islamique (18% des sièges : 60 députés dont 36 FM). Mais cette stratégie d'infiltration des partis politiques n'a pas ouvert la voie à leur intégration pleine et entière au sein du système pluraliste.

Enfin, le mouvement adopte une stratégie d'infiltration de la société. En effet, en 1990, après le refus d'Hosni Moubarak de légaliser les FM en tant que parti, ils boycottent les élections législatives. Ils mettent alors la main sur les syndicats professionnels (médecins, avocats, pharmaciens, ingénieurs, étudiants...). Le

gouvernement qui considère que les FM ont outrepassé les termes du contrat tacite les liant au pouvoir fait voter par le parlement une loi en février 1993 qui modifie le mode d'organisation des élections dans les syndicats professionnels et vise ainsi à reprendre le contrôle des organisations tenues par les FM. Les syndicats professionnels sont mis sous contrôle judiciaire et les 150 candidats FM aux élections législatives de novembre 95 n'ont pas le droit de se présenter. Un seul sera élu sous l'étiquette indépendant.

1.2. LES FRERES MUSULMANS ARABES

L'association des Frères musulmans, dans le but de mettre sur pied une contre-société islamique au niveau de toute la communauté musulmane, créa des branches dans les différents pays arabes du Proche-Orient sauf en Arabie Saoudite et chez les chi'ites. Au début des années 1940, une section de liaison avec le monde islamique fut créée et il existe de nos jours une instance de coordination de l'ensemble des FM qui est largement dominée par les Egyptiens.

Les Frères musulmans arabes et les organisations parrainées par les FM sont théoriquement subordonnés au guide égyptien. Mais, même si ces mouvements vouent toujours aux FM égyptiens une grande reconnaissance pour avoir permis leur naissance, ils sont largement autonomes et jouent aujourd'hui une carte plus nationale que transnationale.

1.2.1. Les sections arabes des Frères musulmans

Des branches nationales des Frères musulmans existent au Bahreïn, en Irak, en Jordanie, au Koweït, en Libye, en Palestine, en Somalie, au Soudan, en Syrie et au Yémen. Dans ce mémoire, je ne présenterais que trois d'entre elles car elles ont chacune suivi une voie spécifique. Pour les autres, on pourra se référer à la version longue de ce mémoire.

Jordanie

La section jordanienne est la plus originale car c'est celle qui a le plus participé au jeu démocratique. Les FM jordaniens sont créés en 1946 et dirigés depuis 1948 par Mohamed Abdurrahman al-Khalifa, disciple de Hassan al-Banna. Après l'interdiction des partis politiques en 1957, les FM ont toujours continué à fonctionner comme association de bienfaisance.

L'entrée des Frères musulmans dans la vie politique de la Jordanie a lieu aux élections législatives de novembre 1989 où l'alliance islamiste remporte 40% des sièges (34 députés dont 22 FM). En janvier 1991, un FM est élu président de la chambre des députés et les FM contrôlent les ministères de l'éducation, de l'enseignement supérieur, du développement social et de l'information. Mais suite à un remaniement ministériel, les FM disparaissent du gouvernement en septembre.

En décembre 1992, la création du *Hizb Jahbhat al-Amal al-Islami* le Parti du front de l'action islamiste (FAI) traduit la volonté des FM jordaniens de s'impliquer d'une façon nouvelle dans la vie politique : aux FM le rappel des principes islamiques, au FAI leur mise en forme politique. Mais, aux élections de novembre 1993, les

islamistes ont enregistré un net recul de leur représentation (22 sièges dont 16 au FAI).

Palestine

Les FM palestiniens sont de loin les plus radicaux. Ce sont aussi les plus connus par leur acronyme : le Hamas. La section palestinienne des FM a été créée en 1929 par le frère de Hassan al-Banna. Elle s'illustre par le martyr d'Ezzedine al-Qassem et de ses compagnons en 1936. Elle participe au *Jihad* des FM en 1948 et mène la résistance à l'occupation de la bande de Gaza en 1956 par Israël.

De 1959 à 1968, elle contrôle en partie le Fatah dont deux des fondateurs sont d'anciens frères : Yasser Arafat et Khalil al-Wazir (Abou Jihad). Avec la création en 1973 d'*Al-Moujamaa* par Cheikh Ahmed Yassine, les FM se dotent d'un instrument de renouveau offensif. En décembre 1987, ce mouvement prend le nom de Hamas (*Harakat al-Muqawama al-Islamiyya Filastin* : mouvement de la résistance islamique (MRI) de Palestine, qui signifie également ardeur ou enthousiasme en arabe). Le Hamas devient le leader de l'Intifada dans les territoires occupés et se heurte dès juin 1988 au commandement national unifié de la résistance (CNU) dirigé par l'OLP. Les FM semblent profiter de la tolérance des autorités d'occupation trop heureuses de voir se développer des dissensions internes palestiniennes. Ce n'est qu'au printemps 1989 que la répression israélienne contre Hamas débutera.

Dès lors, Le Hamas se radicalise et lance une série d'attaques à l'arme blanche contre des militaires et des civils israéliens à partir d'octobre 1990. Cheikh Ahmed Yassine sera arrêté et condamné à la prison à vie en 1991. Puis en 1993, Hamas se lance dans une série d'attentats dont de nombreux attentats-suicides qui tueront 200 civils et militaires israéliens et 100 "traîtres" palestiniens. Après l'assassinat à Gaza en janvier 1996 par le Shin Beth de Yehia Ayache, l'artificier du Hamas, une campagne d'attentats-suicides (56 morts et 245 blessés) sur 9 jours coûtera à Shimon Péres son élection face à Benyamin Netanyahu.

Après l'assassinat raté de Khaled Mechaal par le Mossad en septembre 1997 à Amman, le roi Hussein de Jordanie obtient la libération par Israël du guide spirituel du Hamas, Cheikh Ahmed Yassine. Maintenant installé à Gaza, il s'est montré plus modéré afin de ne pas mettre en péril son infrastructure dans les territoires occupés. Mais, l'aile politique a toutefois du mal à retenir l'ardeur de sa branche armée, qui continue les attentats et elle pourrait très bien être tentée de lancer une deuxième Intifada.

Soudan

La section soudanaise des Frères musulmans est la seule qui ait pris le pouvoir par la force. La branche locale des FM est créée en 1948 par des étudiants soudanais de l'université égyptienne d'al-Azhar au Caire. Elle est légalisée en 1953. Les FM vont participer, avec des forces modernistes (laïcs) et progressistes (communistes) en 1964 au renversement de la dictature du Général Ibrahim Abboud. En 1977, les FM se transforment en parti de masse : le Front National Islamique (FNI).

Hassan al-Tourabi, leader du FNI, devient ministre de la justice puis conseiller du Général Nemeiry, qui a pris le pouvoir en 1969. Il fait introduire dès 1983, la *charia*, qui sera totalement appliquée en 1991. Cette mesure est très mal acceptée par le Sud du pays à majorité chrétienne qui entamera à partir de cette période une campagne de rébellion contre le gouvernement de Khartoum. En 1985, le Général

Nemeiry est renversé. Hassan al-Tourabi devient ministre au sein du gouvernement de Sadek al-Mahdi et le FNI obtient 20% des votes (53 députés) à l'élection d'avril 1986 . Pensant que le gouvernement va donner des gages aux rebelles du Sud (remise en cause de la *Charia*), le 30 juin 1989, une junte militaire renverse le gouvernement pluraliste de M. Sadek al-Mahdi. Son leader, le général Bechir, est le chef présumé de la branche militaire du FNI. En 1996, Ahmed al-Bechir est élu à la présidence de l'Etat et Hassan al-Tourabi devient le président du Parlement.

Le Soudan est depuis 1989 la plaque tournante des mouvements islamistes sunnites. Hassan al-Tourabi est ainsi devenu le mentor du FIS algérien (voir chapitre 13, Algérie) et d'an-Nahda en Tunisie (voir plus bas) et entretient des relations avec les FM jordaniens, le *Jihad* égyptien (voir chapitre 14), le Hamas palestinien et le *Hizballah* libanais. Il dirige également le Congrès populaire arabe islamique (qui regroupe des organisations islamistes et nationalistes ainsi que des intellectuels de plus de 60 pays) De plus, le Soudan accueille sur son sol des groupes paramilitaires intégristes égyptiens, libyens, marocains, mauritaniens et yéménites. Aussi, en mai 1996, le Soudan a été l'objet par l'ONU de sanctions pour soutien au terrorisme (résolution 1044) et a été expulsé du FMI.

1.2.2. Les sections parrainées par les Frères musulmans

Lorsque Nasser a condamné à l'exil les frères musulmans dans les années 1950, bon nombre d'entre eux se sont réfugiés au Maghreb et y ont diffusé leurs idées. Les mouvements de cette région ne constituent pas des branches des Frères musulmans mais sont considérés comme des sections parrainées et sont souvent qualifiées de FM par les médias.

Deux mouvements sont implantés en Algérie, un au Maroc et un en Tunisie. Dans ce mémoire, je ne présenterais que deux d'entre eux. Pour les autres, on pourra se référer à la version longue de ce mémoire.

Algérie

Les FM algériens n'ont jamais adhéré au Front islamique du salut (FIS) et se sont toujours tenus à l'écart de la lutte armée. Ennahda et le MSI-HAMAS sont légaux et reconnus par les autorités.

Le MSI-HAMAS, Mouvement de la société islamique a été créé en 1990. Son leader est Cheikh Mahfoud Nahnah, un islamiste modéré qui s'était opposé à la création du FIS. Il prétend édifier un Etat islamique, sans violences, par étapes et par la voie légale. Ce parti a obtenu 25% des voix aux élections présidentielles de novembre 95 et 19% aux législatives de 1997. Il a 2 ministres au gouvernement de décembre 1995 puis 7 dans celui de juin 1997. Il a été rebaptisé Mouvement de la société pour la paix (MSP).

Tunisie

En 1971, est créée l'association pour la conservation du Coran. Elle est composée d'anciens élèves de l'université de la Zeïtouna à Tunis et est fortement inspirée des idées des FM égyptiens et surtout de Sayyid Qotb. Elle est suivie par la fondation en 1979 du Mouvement du renouveau islamique (MRI) par Rachid Ghannouchi. Ce mouvement fut rebaptisé en 1981 Mouvement de la tendance islamique (MTI).

En 1981, une centaine de dirigeants du MTI sont arrêtés. Ce parti sera même accusé d'avoir préparé un coup d'état en 1987. Après l'arrivée au pouvoir du Général Ben Ali, les islamistes seront libérés et le MTI sera autorisé dans le cadre de la réconciliation nationale. En février 1989, une loi interdisant toute référence dans la dénomination d'un parti à des concepts de race, de langue, ou de religion est promulguée. Le MTI devient alors le *Hizb an-Nahda* (le parti de la renaissance). *An-Nahda* obtient 14,5% des voix aux législatives d'avril 1989 mais sous l'étiquette d'indépendants car le parti n'est pas encore admis à participer aux élections. En 1991, le parti ainsi que l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), syndicat contrôlé par *An-Nahda* sont interdits et ses militants sont arrêtés. Rachid Ghannouchi est contraint à l'exil à Londres et environ 3000 islamistes sont en prison soit 40% de la population carcérale tunisienne.

1.3. LES MOUVEMENTS INSPIRES PAR LES FRERES MUSULMANS

La plupart des mouvements islamistes mondiaux ont été créés sous l'influence des penseurs FM comme Hassan al-Banna et Sayyid Qotb. Ils sont présents dans les pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Bosnie, Cameroun, CEI, Erythrée, Etats-Unis, Ethiopie, Grande-Bretagne, Inde, Indonésie, Liban, Malaisie, Pakistan, Tanzanie, et Turquie. Dans ce mémoire, je ne présenterais que les trois pays les plus importants. Pour les autres, on pourra se référer à la version longue de ce mémoire.

Algérie

Dans ce pays, le Front islamique du salut (FIS) est fortement inspiré par les théories de Sayyid Qotb et des FM égyptiens les plus radicaux. Il est qualifié de FM par le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), d'idéologie communiste.

Créé en mars 1989, il est légalisé en septembre. En juin 1990, il remporte les élections municipales avec 54% des suffrages exprimés. A l'issue de manifestations du FIS contre la loi électorale, les dirigeants du FIS (Abassi Madani et Ali Belhadj) sont arrêtés en juin 1991. Au premier tour des législatives de décembre, le FIS remporte 188 sièges (sur 430 contre 16 au FLN) et est en ballottage favorable dans 177 circonscriptions. Aussi, le 11 janvier 1992, le processus électoral est suspendu, l'état d'urgence est proclamé et le FIS est dissous en Mars.

Le mouvement connaît alors un certain nombre de dissensions entre les partisans de la poursuite de la voie politique et ceux de la lutte armée. La branche armée se divise elle aussi en juillet 1994 en deux tendances : une armée centralisée (le Mouvement islamique armé 2ème période [MIA] qui deviendra l'Armée islamique du salut [AIS]) ou des groupes terroristes autonomes (les futurs Groupes islamistes armés [GIA] [voir chapitre 14]).

L'aile politique du FIS joue la modération et réalise en janvier 1995 la plate-forme de Saint-Edigio avec les principaux partis de l'opposition. Abdelkader Hachani, numéro 3 du FIS et Abassi Madani seront libérés en juillet 1997. Depuis février 1994, le MIA 2ème période puis l'AIS, qui évite de s'en prendre aux civils et rejette le terrorisme aveugle affronte les partisans du GIA. En septembre 1997, l'AIS publie un communiqué appelant à un cessez-le-feu à compter du 1^{er} octobre.

Pakistan

Le Jama'at i-Islami est un grand mouvement sunnite d'une aura comparable à celle des FM. Il a été fondé par le théoricien et grand penseur Maulana Abdul Ala Maududi (1903-1979) en août 1941. Le modèle militant de Maududi est celui des Frères musulmans arabes à une exception près : réformiste, partisan de la légalité et des voies constitutionnelles, désapprouvant les violences perpétrées par des islamistes, ala-Maududi ne dotera pas la Jama'at d'une "branche spéciale" militaro-terroriste.

L'influence de la Jama'at est forte surtout dans les écoles, l'université et l'armée. Elle dispose de tout un réseau d'organisations de jeunesse, de cinémas et de clubs à la manière des Frères musulmans. Financée en partie par l'Arabie Saoudite, la Jama'at est également active en Afghanistan et par le biais des Jama'at soeurs en Inde et au Bangladesh.

Le Pakistan, qui a joué un rôle très important pendant la guerre d'Afghanistan, est resté aujourd'hui l'une des plaques tournantes des réseaux islamistes avec en particulier la ville de Peshawar.

Turquie

Le *Refah Partisi* (parti de la prospérité) est créé en Turquie dans les années 1950. Il n'obtient dans les années 1970 et 1980 que des scores de 7 à 10% aux législatives et a déjà participé à deux reprises à des coalitions gouvernementales, en 1973 et 1977.

L'arrivée au pouvoir, en mars 1994, du *Refah* dans 24 des plus grosses municipalités du pays, dont Istanbul et Ankara, a fait l'effet d'une bombe en Occident... et plutôt peu de remous sur place. En décembre 1995, le *Refah* arrive en tête des législatives avec 158 sièges sur 550 (21% des suffrages), devançant le parti de la mère patrie (ANAP) et celui de la juste voie (DYP). Ces deux partis n'arrivant pas à trouver un accord, il participe à une coalition avec le DYP de Madame Tansu Ciller. Son chef, Necmettin Erbakan, sera ainsi premier ministre de juillet 1996 à juin 1997. Aujourd'hui, le *Refah* est à nouveau dans l'opposition.

1.4. LES MOUVEMENTS NEOFONDAMENTALISTES

Ces mouvements plus radicaux ont fait leur apparition tardivement, c'est à dire après le conflit israélo-arabe de 1967 pour les plus anciens. Révolutionnaires, ils ont pris la relève des mouvements dissous où sont entrés en dissidence avec l'aile légaliste du parti dont ils proviennent. Ils ont choisi de multiplier les actions terroristes, contre le pouvoir en Algérie ou contre ses atouts économiques (le tourisme) en Egypte. Cette réorientation vers l'action paramilitaire a d'ailleurs été facilitée par la présence, dans ces organisations fondamentalistes, de nombreux *moudjahidin* revenus d'Afghanistan.

Ces mouvements sont présents en Algérie (3 mouvements), en Chine, en Egypte (2 mouvements), au Pakistan, et en Palestine (2 mouvements). Dans ce mémoire, je ne présenterais que les quatre mouvements les plus connus. Pour les autres, on pourra se référer à la version longue de ce mémoire.

GIA (Algérie)

Issu du FIS, les groupes islamistes armés sont créés en 1992. Ce mouvement est aussi connu sous le nom de "groupe des Afghans". Il comprend des vétérans de la guerre en Afghanistan, des islamistes issus du mouvement armé de Bouyali (1982-1987) (MIA 1ère période), des déserteurs des services de sécurité et de l'armée, conscrits et engagés et surtout des délinquants. Composé de groupes terroristes autonomes, il est très influencé par la *Jama'at Islamiya* égyptienne (voir plus bas). Depuis ces débuts, il a connu 8 émirs successifs et est responsable de l'attentat de l'aéroport d'Alger en 1992, des attentats à Paris en 1995 et en 1996, ainsi que des nombreux massacres et attentats en Algérie.

Jama'a islamiya et Al-Jihad (Egypte)

Sécrétée au départ par l'impitoyable répression nassérienne contre les FM, cette mouvance extrémiste s'est complètement dissociée de la « maison-mère » dont elle dénonce l'attitude de compromission avec le pouvoir. Elle se caractérise par sa violence : insurrections à Assiout, son fief, et dans les banlieues du Caire, émeutes contre les chrétiens coptes, attaques de banques, attentats contre les membres des forces de l'ordre mais surtout contre des hauts représentants de l'Etat, assassinat d'intellectuels et surtout attentats contre les touristes à partir d'octobre 1992 (96 morts et 26 blessés depuis cette date).

Le mouvement *Jama'a islamiya* est aussi connu sous le nom d'association islamique anathème et hégire (*Al-Takfir wa'l Hijra*), sobriquet qui lui fut donné par la presse égyptienne. Il est fondé en 1971 par Choukri Moustafa, ancien FM étudiant à Assiout, à sa sortie de prison. Implanté principalement en Haute-Egypte de 1971 à 1976, le groupe est démantelé par un assaut des forces de sécurité et son leader, Choukri Moustafa, est exécuté en 1977. Son guide spirituel est Cheikh Omar Abdel Rahman depuis le milieu des années 80. Il était le mufti du groupe *Al-Jihad* dans les années 1970. Exilé aux USA où ses partisans ont été mis en cause dans l'attentat du World Trade Center de février 1993, il est en détention dans ce pays. Abdel Fattah, leader actuel du groupe, a été arrêté en avril 1996 en Jordanie.

Le mouvement *Tanzim al-Jihad* est créé en 1976 par Ali al-Maghribi. Il est démantelé par les forces de sécurité dès 1978. L'idéologue du mouvement Abdessalam Faraj, ancien idéologue des FM prône le *Jihad* comme 6° pilier de l'Islam. Ce groupe est responsable de l'assassinat d'Anouar el-Sadate en octobre 1981. Abdessalam Faraj sera jugé puis exécuté pour cet attentat.

Jihad (Palestine)

Issu des FM palestiniens à la fin des années 1970, le *Jihad* islamique *Beit ul-Moqaddas* est créé par Cheikh Assad Bayoud al-Tamimi, ancien Imam de la mosquée d'al-Aqsa à Jérusalem, par Ibrahim Fathi Shaqaqi ancien FM et par Cheikh Abdulaziz Odeh, imam à Gaza et ancien étudiant et disciple de Sayyid Qotb. Estimant qu'il faut combattre Israël, le *Jihad* palestinien mène, à partir d'août 1987, une campagne d'attentats contre des militaires israéliens. C'est l'expulsion de Cheikh Odeh qui déclenchera les émeutes de l'Intifada dans la bande de Gaza. Deux des membres de ce mouvement sont assassinés (sans doute par le Mossad) : Abou Djihad à Tunis en avril 1988 et Ibrahim Fathi Shaqaqi à Malte en octobre 1995.

2. LES THESES DES ISLAMISTES

L'islamisme, s'il fait référence à la religion, est avant tout un mode de pensée nouveau qui s'efforce de définir l'Islam comme un système avant tout politique, à la lumière des grandes idéologies du XX^e siècle : marxisme, fascisme, communisme, capitalisme.

2.1. QUI SONT LES ISLAMISTES ?

2.1.1. Définitions

Avant d'étudier les thèses des islamistes, il convient de s'accorder sur ce terme d'*islamisme* souvent confondu, sciemment ou pas, avec les notions de *fondamentalisme* ou d'*intégrisme*. En comparant les dictionnaires Larousse des années 1970 et 1990, il est d'ailleurs significatif de noter que chaque terme qui avait une seule définition il y a 20 ans en possède désormais deux.

Ainsi, le fondamentalisme était une « *Tendance conservatrice de certains milieux protestants qui maintiennent une interprétation strictement littérale de l'écriture et font obstacle au mouvement oecuménique* » et est aussi maintenant un « *Courant religieux conservateur et intégriste* ». De même, l'intégrisme était une « *Disposition de certains croyants qui, se réclamant de la tradition, se refusent à toute évolution* » et est aussi maintenant une « *Doctrine qui tend à maintenir la totalité d'un système (spécialement d'une religion)* ». Enfin l'islamisme qui était synonyme de « *Religion musulmane* » est aussi devenu un « *Mouvement politique et religieux prônant l'expansion ou le respect de l'Islam.* »

L'islamisme n'est donc pas le fondamentalisme, même s'il s'en rapproche beaucoup. Il est certes la base doctrinale de l'islamisme dont il est, d'ailleurs, historiquement l'ancêtre le plus direct. En effet, l'école sunnite dont les deux courants se réclament est l'école hanbalite, la plus rigoriste et la plus piétiste. Toutefois, ces deux mouvements divergent sur les moyens à employer. L'action fondamentaliste se limite essentiellement au domaine moral alors que l'action politique, l'action sociale, le terrain économique sont des méthodes et des terrains d'intervention privilégiés des islamistes. Ce passage au politique, avec la conquête du pouvoir ou une pression organisée sur son détenteur, est une spécificité du mouvement islamiste.

L'intégrisme qui prône la lecture la plus intransigeante et la plus littérale des sources sacrées est donc la plus réfractaire à l'exégèse novatrice de *l'ijtihad* (effort d'interprétation des textes sacrés). Il y a ainsi des fondamentalistes "intégristes" comme il y a des islamistes "intégristes" (les néofondamentalistes, voir chapitre 24), par ailleurs plutôt minoritaires.

2.1.2. Genèse

L'islamisme est né d'une part en réaction contre le colonialisme et le panarabisme, et d'autre part à cause de la peur du changement et de la modernité commune à chaque société. Mais c'est surtout le degré de confusion entre le politique et le religieux et la crise économique qui ont été les deux moteurs de la montée de l'islamisme.

Premièrement, la religiosité est très importante dans cette région. Par son histoire et son identité, la communauté islamique a toujours associé les champs politiques et religieux. Les Etats ont ainsi souvent tenté de justifier leur légitimité en faisant référence à l'Islam. Deuxièmement, l'impact des défaites lors des guerres israélo-arabes de 1967 et de 1973 a permis l'essor du mouvement au dépend du nationalisme avant de se poser en substitut et adversaire de ce dernier.

Troisièmement, la majorité de ces pays a connu une explosion démographique sans précédent. Plus de la moitié de la population a moins de 20 ans (60% en Algérie). L'apparition de villes géantes mal maîtrisées en raison de cette augmentation et d'un exode rural massif a conduit à la création de situations difficiles : l'emploi des jeunes et les mesures sociales n'ont pas suivi l'ampleur de cette hausse. L'islamisme a donc pu se développer dans ce vivier des villes du Sud.

Quatrièmement, c'est la volonté des régimes en place qui va accroître l'impact des FM. Cette effort s'exprimera dans le domaine de l'éducation tout d'abord grâce à un effort d'alphabétisation et à une politique d'arabisation de l'enseignement qui a nécessité l'utilisation des professeurs étrangers, égyptiens pour la plupart, dont bon nombre était affiliés aux FM. Ensuite, les gouvernements en place vont encourager les islamistes pour lutter contre la gauche, nassérienne ou marxiste puis contre la perspective d'un intégrisme chi'ite (naissance des *Hizballah*).

Cinquièmement, la crise économique a renforcé l'audience des mouvements islamistes. Cette crise a entraîné une paupérisation croissante de la population et la montée du chômage (17% en Egypte, 22% en Algérie). De surcroît, après des années de politique sociale, les Etats arabes ont dû appliquer les mesures drastiques du FMI, ce qui a accentué les inégalités sociales en mettant fin aux subventions. Grâce à leur politique sociale sur le terrain (voir chapitre 22), les Frères musulmans ont pu se créer une clientèle et renforcer le capital de sympathie à leur égard.

2.1.3. Composition

Tous les Frères musulmans et tous les mouvements qui en sont inspirés partagent des caractéristiques communes.

Tout d'abord, les cadres et les militants sont rarement des *mollahs* (docteurs de la loi), mais des jeunes sortis du système scolaire moderne, des universitaires plutôt scientifiques que littéraires (plus de la moitié des FM égyptiens sont des étudiants ou des diplômés d'université). Ils sont ingénieurs, médecins, avocats ou enseignants. Ils ont côtoyé les militants marxistes dont ils ont souvent emprunté l'idée de révolution, réécrite ensuite avec une terminologie coranique. Certains ont été formés en Occident : Sayyid Qotb aux USA, Hassan al-Tourabi en France, Abbassi Madani à Londres.

Ils se disent *mujtahid*, c'est à dire interprètes d'exception de la loi religieuse, que leur science et leur piété autorisent à légiférer en l'absence de formation religieuse. Pour aborder le Coran, ils mettent en oeuvre des méthodes d'analyse scientifique et interprètent les textes en orientant leurs recherches sur l'ordre social et la légitimité des pouvoirs établis. De plus, ils savent utiliser des techniques modernes comme les armes de la communication et leur adaptation au monde moderne et urbain est frappante. L'audience des FM est très forte au sein des classes moyennes urbaines

(fonctionnaires, commerçants, intellectuels et universitaires, cadres de l'Armée, notaires, journalistes), qui constituaient jusque-là le soutien traditionnel du régime. La hiérarchie des FM correspond à des degrés d'initiation : sympathisant, initié, membre, membre actif (ou pilier). A la tête du parti, on trouve un chef ou guide (*amir*), un comité exécutif (ou organe fondateur), une assemblée consultative générale (*shura* ou *majlis al-Shura*), un secrétariat général. Ces différents organes sont complétés au niveau central par des sections et comités spécialisés (dont prédication et propagande (*da'wa*), famille, ouvriers, étudiants, paysans, liaison avec le monde musulman, presse et traduction, entraînement physique). Au niveau local, il existe des districts (*manafiq*), des branches (*shu'ab*) et des familles (*usar*). Le parti est presque toujours doublé d'une association de femmes. Il est très souvent doublé d'une organisation paramilitaire ou « branche spéciale » qui assure le service d'ordre et les opérations terroristes.

2.2. LA SOCIÉTÉ SELON LES FRÈRES MUSULMANS

Les islamistes affirment la non-séparation de l'espace du religieux, du juridique et du politique et leur volonté de transformer la société par l'Islam (réislamisation). S'il paraît intégriste, l'Islam prôné par les FM est en réalité plus à gauche que les idées diffusées par Riyad. La pensée de ces mouvements n'est pas figée et elle oscille constamment entre deux tendances : un pôle révolutionnaire, pour qui l'islamisation de la société passe par le pouvoir d'Etat; un pôle réformiste pour qui l'action sociale et politique vise avant tout à une réislamisation de la société.

2.2.1. Les thèses énoncées

Il est intéressant de noter que depuis les thèses énoncées par les grands penseurs Hassan al-Banna, Abdul Ala-Maududi et Sayyid Qotb, il n'y a plus de théorie islamiste sunnite nouvelle. Les seules innovations en la matière viennent de l'Iran chi'ite.

Tout d'abord, les Frères musulmans parlent de nouvelle *Jahiliya*, concept forgé par le théoricien égyptien Sayyid Qotb. Ce terme désignait la barbarie que Mahomet eut à combattre lorsqu'il établit le premier régime islamique à La Mecque. Cette théorie énonce que la société, même au sein du monde arabe, est trop dégénérée et que, par conséquent, les Musulmans doivent s'engager dans un combat contre les régimes en place et revenir à l'âge d'or de la période de Mahomet et des 4 premiers califes.

De ce fait, il faut abandonner le modèle occidental (matérialisme, individualisme, immoralité, laïcité) pour retourner à la vertu originelle et réislamiser la société par une action politique et sociale. Il faut sortir des mosquées et prêcher la *da'wa* (l'appel). La société à mettre en place doit être islamique dans son fondement et sa structure et non simplement composée de musulmans. Pour cela, l'Etat et la société doivent être conformes au Coran, à la *Sunna* (récits et actions du Prophète), aux *hadith* (commentaires) et appliquer la *Charia* (loi coranique).

Dans ces idées, la question de la femme se trouve au cœur des débats car elle porte sur la tradition et la modernité, sur l'Islam et la laïcité. Mais contrairement aux idées reçues, les Frères musulmans sont en général favorable à l'éducation des

femmes et à leur participation à la vie sociale et politique : elles peuvent militer, étudier le Coran et travailler mais en tchador. Elles ont un rôle essentiel à jouer dans l'éducation et la société. Ainsi, dès 1933, Hassan al-Banna ouvre une école pour « les mères des croyants » et chaque branche des FM à son organisation féminine. Dans le domaine économique, les islamistes sont partisans de la libre entreprise et sont opposés au principe de nationalisation de l'économie, qui est contraire à leur coutume, plus axée sur le libre échange (les bazars). Ils prônent le développement industriel, l'urbanisation, la scolarisation de masse, l'apprentissage des sciences. Ils ont même investi les milieux financiers (banques islamistes). En fait, l'islamisme ne rejette pas la modernité, il voudrait l'allier dans ce qu'elle a de meilleur et non dans son modèle occidental vulgaire et ultra-matériel, avec les valeurs de liberté, d'égalité, de justice et d'humanité de l'Islam.

2.2.2. Réislamisation par le haut ou par le bas

Pendant de nombreuses années, les Frères musulmans ont prôné la réislamisation par le haut, c'est à dire par le sommet de l'Etat. La prise de pouvoir étatique par des voies légales ou révolutionnaires permettra cette réislamisation de la société.

La mise en oeuvre de cette politique a été très diverse d'un pays à l'autre : islamisme d'Etat au Soudan avec l'instauration après un coup d'Etat d'une dictature militaire, ou participation au jeu politique en Jordanie et en Turquie et auparavant en Egypte et en Algérie. Mais, n'ayant pas pu atteindre un vote suffisant pour obtenir la majorité ou devant l'intransigeance des pouvoirs en place, les FM optent plutôt pour la réislamisation par le bas en assurant des services sociaux déficients et en resserrant leur contrôle social et moral.

Sur le terrain, ils ont remplacé l'Etat défaillant en assurant des soins gratuits, l'éducation, l'aide aux plus pauvres. Ils ont ainsi mis en place des dispensaires, des écoles, des clubs de sport, des coopératives d'entraide, des fondations pour doter les jeunes filles pauvres avant leur mariage, des cercles de lecture, des cours du soir, des transports en commun. Par ailleurs, ils prennent le contrôle des syndicats professionnels et étudiants où ils sont devenus largement majoritaire.

C'est pourquoi l'adhésion de millions d'Egyptiens ou d'Algériens aux combats des FM ne vient pas de leur désir de voir instaurer un « Etat religieux », mais de leur reconnaissance des efforts sociaux de ces mouvements.

2.2.3. Des éléments positifs

Les islamistes sont d'ores et déjà confrontés à deux difficultés majeures, l'invention d'un modèle économique et l'insertion dans la modernité. Par ailleurs, la pauvreté de la réflexion dans ces mouvements sur les institutions politiques à mettre en place est caractéristique alors que l'islamisme se veut un mouvement politique. En effet, la vertu est considérée comme le seul fondement des institutions, qui doivent alors s'effacer lorsque tout le monde sera vertueux. Pour diriger un pays, les islamistes seraient contraints de dépasser le slogan selon lequel « l'islam est la solution » pour définir un programme, un contrat social par lequel ils se détermineraient par rapport aux autres composantes de la société.

En outre, l'affaire Rushdie a eu dans ce domaine un impact désastreux en Occident et a considérablement terni l'image de l'islam en tant que civilisation. De même,

l'affaire Taslima Nasreen au Bangla Desh montre que la guerre menée par les islamistes contre certains écrivains aboutit finalement à faire de ceux-ci des figures emblématiques, voire des martyrs.

2.3. LES RELATIONS INTERNATIONALES SELON LES FM

Les mouvements islamistes, en tant que principale force politique de contestation, ne pouvaient manquer d'influer sur la politique extérieure des Etats et d'affecter les équilibres régionaux que ce soit au Maghreb ou au Moyen-Orient. Le mouvement Hamas dans les territoires occupés en est la meilleure illustration.

2.3.1. Islamisme et monde musulman

Restauration du califat et de l'Oumma

Les islamistes veulent tout d'abord restaurer le califat et l'*Oumma*, la communauté des croyants. Aboli en mars 1924, le califat représentait la fusion entre le politique et le religieux pour le monde musulman. Les Frères musulmans refusent tout les germes de divisions dont celle entre sunnisme et chi'isme, celle du sunnisme en 4 écoles (malékite, hanafite, chaféite et hanbalite) et les divisions en pays, ethnies, tribus, classes, catégories sociales, groupes d'intérêts

Mais cette *Oumma* est plus une incantation qu'une réalité géographique et historique. En effet, si l'arabe reste la langue rituelle commune, l'Asie est devenue, de loin, la première terre islamique du monde. Par ailleurs, l'antagonisme du sunnisme, modéré et majoritaire avec environ 85% de la population musulmane, et du chi'isme, radical et minoritaire avec les 15% restant, représente une véritable ligne de fracture du monde islamique comme l'a prouvée la guerre Iran-Irak.

Aide au pays et mouvements frères

Ces mouvements se caractérisent par leur effort d'aide aux pays frères agressés. De 1947 en Palestine à 1996 en Bosnie en passant par 1979 en Afghanistan, des *moudjahidin* combattent au nom de la liberté de leurs frères.

2.3.2. Un mouvement anticommuniste, antisioniste et anti-occidental

Pour les islamistes et particulièrement pour Sayyid Qotb, il faut rejeter le capitalisme et le communisme, ces deux faces de la même pièce matérialiste que sont l'Est communiste et l'Occident croisé.

Le mouvement des Frères musulmans a d'abord été anticolonialiste, puis anti-impérialiste. Il est antisioniste après les humiliations successives de 1948, 1967 et 1973 mais la véhémence originelle de ses membres s'est perdue devant des considérations nationales et seul le Hamas et les mouvements radicaux dérivés des FM prônent la poursuite de la lutte contre l'ennemi israélien.

Il a combattu avec force les idées communistes et socialistes de type nassérienne et a le sentiment d'avoir contribué, en Afghanistan, à la chute du communisme soviétique et acquis, ainsi, une certaine légitimité.

Il est maintenant devenu anti-occidental tout court. Les FM considèrent que l'Occident cherche à maintenir son hégémonie au plan mondial en déstructurant le

monde musulman et en pervertissant les valeurs spirituelles de l'Islam. En fait, la pénétration culturelle occidentale est ressentie comme la politique de la canonnière par d'autres moyens. Ainsi, les islamistes développent une théorie selon laquelle l'islamisme représenterait la rupture totale, la troisième phase de l'indépendance, d'abord politique dans les années 1960, puis économique dans les années 1970, et aujourd'hui idéologique.

2.3.3. Vers une internationale islamiste offensive ?

La présence d'une instance de coordination internationale des Frères musulmans installée en Egypte, la création à Rabat en septembre 1967 de l'organisation de la conférence islamique (OCI) qui institutionnalise la solidarité entre les états islamiques qui déclarent vouloir appliquer la *charia* et la volonté de créer l'*Oumma*, peut faire redouter la naissance d'une internationale islamiste.

Toutefois, les considérations nationales l'ont souvent emporté sur une volonté commune comme l'ont montré les déchirements périodiques entre ces réseaux (Guerre du golfe par exemple). De plus, il existe actuellement 3 pôles sunnites qui veulent diriger ce Komintern islamiste : les Frères musulmans égyptiens, le *Jama'at* pakistanais et la ligue islamiste mondiale (1962) d'Arabie Saoudite qui a perdu de son influence depuis la guerre du Golfe. Par ailleurs, il ne faut pas oublier le rôle que veut jouer l'Iran chi'ite dans la direction de l'islamisme.

2.4. LES NEOFONDAMENTALISTES

L'émergence des mouvements néofondamentalistes (terme inventé par Olivier Roy), est liée à deux facteurs : la répression contre les militants islamistes des mouvements légalistes et le retour par dizaine de milliers des vétérans de la guerre d'Afghanistan. Ces mouvements sont plus fondamentalistes que les islamistes et surtout plus extrémistes.

2.4.1. Composition des mouvements néofondamentalistes

La composition de ces mouvements a été engendrée par un changement sociologique dû à l'apparition, en période d'explosion démographique, d'une nouvelle catégorie d'éduqués. Issus de l'extension récente de la scolarisation voulue par l'Etat, ces nouveaux venus ne trouvent pas de position ou de métier correspondant à leur attente dans des administrations saturées ni dans le secteur civil insuffisant, ni dans le secteur religieux traditionnel (écoles coraniques). Cette génération est surtout moins intellectuelle que la première en raison de la surpopulation étudiante, de l'affaiblissement du niveau général et du remplacement des langues coloniales (anglais et français) par des langues nationales. Ainsi, les néofondamentalistes recrutent plus dans le secondaire que dans le supérieur au contraire des islamistes.

Ces nouveaux intellectuels, en quête de légitimité, essaient de se faire passer pour des *mollahs* en s'autoproclamant imams ou cheikhs et en prenant le contrôle des mosquées de quartier qui redeviennent ainsi des centres d'activisme. Surtout, ces mouvements comptent dans leurs rangs beaucoup "d'Afghans", anciens

combattants contre les troupes soviétiques en Afghanistan, et des voyous réislamisés à tel point que la presse a parlé pour le réseau islamiste de Roubaix (braqueurs de banques islamisés) de « *gangsterrorisme* ».

Enfin, alors que les mouvements islamistes sont exclusivement urbains, les néofondamentalistes sont certes implantés dans les banlieues défavorisées des villes du Sud mais aussi dans les campagnes agricoles (haute et moyenne vallée du Nil en Egypte, vallée de la Mitidja en Algérie).

2.4.2. Les thèses des mouvements néofondamentalistes

Les néofondamentalistes sont beaucoup plus conservateurs que les islamistes. Ils ne revendiquent plus le droit à l'*ijtihad* (interprétation du Coran) et considèrent que tout est dans le Coran. La recherche intellectuelle est totalement absente dans ce courant. De surcroît, ces mouvements refusent tout dialogue avec l'Etat puisque l'option légaliste n'est pas payante. Ils prônent le devoir de révolte contre un Etat musulman jugé corrompu : c'est l'excommunication (*Takfir*) du souverain, c'est le devoir du passage à l'action violente (terrorisme), la lutte contre les *munafiqin* (hypocrites), c'est à dire les intellectuels occidentalisés et les communistes, les élites des régimes, les *oulémas* jugés trop proches du pouvoir.

Les néofondamentalistes prônent exclusivement la réislamisation par le bas. Ils rejoignent dans leurs discours les idées des *mollahs* fondamentalistes traditionnels dont ne les séparent plus que l'origine intellectuelle, l'insertion professionnelle dans la société moderne et la participation au jeu politique. Toute l'action est axée sur la mise en oeuvre de la *charia* et la moralisation de la vie quotidienne. Surtout, la position de la femme y est beaucoup moins favorable que chez les islamistes (contestation du droit de vote, du droit à travailler, modification du statut de la famille).

Par ailleurs, ils accusent les ennemis de l'intérieur (chrétiens et juifs) de comploter contre la société musulmane. Ils sont responsables de nombreuses violences contre les minorités religieuses chrétiennes et juives et considèrent même qu'il faut convertir ou expulser ces minorités ce qui va à l'encontre de l'Islam traditionnel (respect des « gens du Livre »). Enfin, ils partent en guerre contre l'Occident et sa culture. Ils bannissent les antennes satellites (dites « paradiaboliques »), les costumes occidentaux et les idées de démocratie et de laïcité. Ils n'ont plus la fascination des islamistes pour la modernité ou pour les modèles occidentaux politiques et économiques et refusent d'effectuer une synthèse entre Islam et modernité.

3. UNE MENACE POUR LA FRANCE ?

Allons nous vers un « choc des civilisations » comme Bernard Lewis ou Samuel Huntington le disent. Pour les Européens, l'islam avait toujours été un sujet de préoccupation. Mais ce n'est plus un phénomène lointain. Désormais il fait partie d'une réalité culturelle qui caractérise les quartiers les plus pauvres de certaines villes d'Europe occidentale.

3.1. UNE MENACE EXTERNE ?

C'est la menace externe qui vient immédiatement à l'esprit : menace contre nos ressortissants, menace contre nos intérêts mais aussi menace de voir apparaître des gouvernements islamistes de l'autre côté de la Méditerranée.

3.1.1. une menace directe

Cette menace se caractérise d'abord par des attentats contre les symboles de la France. Elle peut prendre la forme d'une attaque contre l'ambassade de France (Alger 1994) ou contre des troupes françaises (Beyrouth 1983). Ensuite, les actes terroristes dans les pays où se situent les mouvements radicaux constituent aussi une menace importante : détournement d'avion comme l'Airbus d'Air France à Alger en décembre 1994, attentats aveugles en Algérie, au Pakistan, en Israël, ...

Puis, les islamistes radicaux peuvent s'en prendre aux touristes comme en Tunisie (hôtels à Sousse et Monastir en 1987), au Maroc (hôtel à Marrakech en 1994) ou en Egypte où plus de 20 attentats ont été commis faisant 96 morts et 26 blessés depuis 1992. Cette menace est particulièrement sensible pour la France puisqu'il s'agit de la première destination touristique des Français avec environ 200 000 touristes par an. Enfin, nos ressortissants peuvent être enlevés, comme les 10 otages français du Liban dans les années 1980 ou les 3 fonctionnaires du consulat général de France en Algérie en 1993. Ils peuvent aussi être assassinés. Ainsi, depuis 1992, 120 étrangers ont été tués en Algérie dont 40 Français. Parmi ceux-ci 15 étaient des religieux.

3.1.2. Une menace indirecte

Cette menace est beaucoup moins visible mais elle est tout aussi dangereuse, que ce soit pour l'Occident ou pour les Etats musulmans.

Des Etats plus islamisés

Si les gouvernements en place ne veulent pas céder leur place, ils ont cependant abandonné une partie de la société civile aux islamistes modérés et aux *oulémas* traditionnels. En effet, ces derniers monnaient au prix fort leur soutien au régime, en renforçant leur emprise sur la société. Cela se traduit par l'interdiction d'ouvrages jugés non conformes (Bangladesh, Egypte), la fermeture des écoles mixtes (Koweït), la réislamisation des lois (Arabie Saoudite, Egypte, Jordanie, Malaisie, Maroc, Pakistan), la modification du statut de la famille (Egypte en 1979, Algérie en 1984).

Des Etats islamistes

Si cette menace est souvent brandie par les gouvernements aux prises avec le néofondamentalisme pour faire pression sur l'Occident et bénéficier de soutiens politiques et financiers supplémentaires, elle n'en est pas moins réelle. L'exemple du Soudan nous montre qu'un mouvement islamiste, s'il réussit à prendre le contrôle de l'armée, peut accéder au pouvoir. Par ailleurs, cette zone de turbulence est aussi caractérisée par une importante prolifération d'armement : 2 pays musulmans sunnites possèdent une technologie de base permettant d'accéder à l'arme nucléaire (Pakistan et Egypte) et 14 pays ont une capacité balistique (Algérie, Arabie

Saoudite, Egypte, Indonésie, Irak, Jordanie, Libye, Malaisie, Nigeria, Pakistan, Soudan, Syrie, Turquie, Yémen). Toutefois, la perspective d'une arrivée au pouvoir par des voies légales reste faible. En effet, le poids électoral des islamistes n'a jamais dépassé 30% (Jordanie) sauf en Algérie (53%) mais avec de forts taux d'abstention (45%).

Une immigration massive

Cette immigration pourrait être engendrée par la violence dans les pays islamistes en cas de coup de force. Déjà, par mesure de sécurité, depuis décembre 1994, l'Algérie a perdu son statut particulier en matière de demande de visas touristiques et est revenu au régime normal. Ainsi, alors qu'il y avait 800 000 visas accordés pour des Algériens en 1989, il n'y en avait plus que 100 000 en 1994.

3.2. UNE MENACE INTERNE ?

Dans l'imaginaire de certains milieux, la menace interne est omniprésente. Il est vrai que notre territoire a été durement touché par des attentats perpétrés par des mouvements islamistes radicaux. Il est aussi vrai que ceux-ci ont commencé à recruter dans la communauté musulmane française. Toutefois, celle-ci est dans sa très grande majorité peu attirée par l'islamisme même modéré.

3.2.1. La communauté islamique en France

La Communauté

Près de dix millions de musulmans vivent dans l'espace européen. En France, on estime leur nombre à environ 4 millions dont 2 millions de Français. Issus de 123 nationalités, ils se répartissent comme suit : 800 000 Algériens, 600 000 Marocains, 250 000 Tunisiens, 200 000 Turcs, 150 000 Pakistanais, 150 000 immigrés de l'Afrique subsaharienne, 200 000 Français de souche convertis et 1 650 000 Français d'origine immigrée. Ces populations immigrées, respectant toujours leur propre code de valeur, se sont intégrées à la société française en mettant en pratique ce qu'elles avaient vécu et appris avant leur arrivée. Le problème est en revanche plus délicat pour la deuxième génération. Ceux-ci se comportent comme des Français et non comme des étrangers, tout en ayant le sentiment d'appartenir à des nations musulmanes qui leur sont en partie étrangères.

La volonté d'intégration

Le modèle français qui a toujours intégré des individus et non des communautés, qui refuse la constitution de ghettos ethniques ayant ses propres règles, éventuellement ses propres lois, a atteint ses limites avec les populations musulmanes. En effet, le regroupement familial en 1981 a contribué à développer, pour ces gens, le sentiment d'appartenir à une communauté et le refus de s'intégrer au pays. Cette tendance est renforcée par le développement des moyens de communication et d'information par satellites qui entretiennent les liens culturels avec le pays d'origine, et retardent d'autant l'assimilation culturelle en France

Il s'ensuit un repli identitaire renforcé par la ségrégation de l'habitat (ghettos), la précarité économique (la population musulmane est la plus touchée par le chômage)

et une certaine discrimination dont les musulmans font l'objet. Ce fossé qui se creuse entre les Français est de plus amplifié par l'amalgame vite construit par les médias et l'opinion publique entre musulmans, intégrisme et violence, et entre Islam et islamisme.

3.2.2. L'islam en France

L'Islam est aujourd'hui la deuxième religion de France. Il est toutefois peu pratiqué puisqu'il compte environ 20 à 30% de pratiquants et 16% de musulmans qui vont à la prière du vendredi. Il dispose de plus de 1000 lieux de cultes fixes et permanents (8 mosquées architecturales de plus de 1000 places, 120 salles de prière de plus de 200 places et environ 1 000 locaux aménagés). Il compte également un peu plus de 700 associations de type loi de 1901 dont le caractère islamique est déclaré.

Toutefois, c'est un Islam morcelé en plusieurs fédérations et plusieurs tendances toutes pilotées de l'extérieur par les pays du Maghreb, l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Irak, l'Iran. De surcroît, il ne dispose pas d'instance représentative comme les religions juive ou protestante. Certes, il existe la Grande Mosquée de Paris créée par la France en 1926 mais celle-ci est depuis 1982 sous le contrôle d'Alger.

C'est un Islam tolérant qui tout de même connu deux poussées de fièvre. La première en février 1989, avec la manifestation à Paris contre l'écrivain Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*. Le deuxième en septembre 1989, avec l'affaire du foulard islamique à l'école, tentative d'atteinte au principe de la laïcité.

C'est pourquoi, il est temps de passer d'un Islam en France à un Islam de France qui ne puisse plus être guidé de l'étranger et qui puisse jouer son rôle d'intégration des musulmans français.

3.2.3. L'islamisme en France

Nous l'avons vu, la réislamisation en France est liée à l'insertion sociale et à la crise économique. Ce sont les jeunes, qui se sentant marginalisés du fait de leurs origines, découvrent la mosquée. Or, profitant de cet élan, les islamistes vont recruter des adeptes en proposant à ces jeunes des places d'acteurs dans la vie sociale.

Les réseaux islamiques

La France et l'Europe sont devenues le sanctuaire et la base arrière des réseaux islamistes maghrébins. Ainsi, la plupart des associations à vocation transnationale liées aux Frères musulmans (Egypte, Palestine, Syrie) ont leur siège en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Dans ces terres d'asile, les mouvements islamistes peuvent y assurer la collecte de fonds, l'exfiltration de militants, la récupération et l'acheminement d'armes et d'équipements. Ces réseaux tout comme les associations islamiques ont un caractère ethnique très marqué. Considérés comme des bases de repli et des espaces de liberté pour propager leurs idées, ils ont la volonté clairement affichée d'être tournés vers leurs pays d'origine et non vers les immigrés de France.

Aussi, l'idée de voir une seconde guerre d'Algérie en forme de *Jihad* naître dans l'Hexagone ou une Intifada des banlieues tient du fantasme. Ainsi, un réseau comme la fraternité algérienne de France (FAF), dirigée par Moussa Kraouche et Djaffar El

Houari et démantelée en 1994 et 1995, malgré un prosélytisme affiché avait plus pour but de réunir des finances et des armes que de mobiliser les jeunes de banlieues en vue d'une guerre sur notre sol.

(Pour de plus amples détails sur ces réseaux voir la version longue de ce mémoire.)

Les actes terroristes

Mais, si la communauté musulmane est calme et si les réseaux islamistes sont surtout tournés vers l'extérieur, la France a toutefois été touchée sur son sol par des actes terroristes. En effet, alors que les mouvements modérés et légalistes considèrent que l'Europe doit rester un sanctuaire pour préserver les militants de la répression dans ces pays d'accueil, les mouvements radicaux n'ont pas la même retenue. Ils veulent porter le *Jihad* au coeur de l'ennemi occidental d'autant plus que celui-ci aide les gouvernements de leurs pays d'origine.

Aussi, la France a été durement touchée par les attentats. Il s'agit d'une part de règlements de compte entre gouvernement et réseaux islamistes ou encore de lutte entre réseaux. Ainsi, en 1982, la rue Marbeuf est le théâtre de règlements de compte entre services spéciaux syriens et FM de ce pays. En juin 1995, le Cheikh Abdelbaki Sarhaoui co-fondateur du FIS et imam de la mosquée de la rue Myrha (18^e) est assassiné par des membres du GIA. En mars 1997, la mosquée de la rue de Tanger à Paris subit un attentat à la bombe.

D'autre part, il s'agit d'actes gratuits visant à faire un maximum de victimes comme les attentats du GIA de juillet à octobre 1995 (6 attentats dont ceux du R.E.R. B station Saint-Michel, du R.E.R. C station Musée d'Orsay, et de l'école israélite de Villeurbanne), attentats qui feront 8 morts et 161 blessés auxquels il faut rajouter trois attentats manqués dont un contre le TGV Paris-Lyon. Puis en décembre 1996, a lieu l'attentat à la station Port-Royal du R.E.R. B (4 morts et 128 blessés) et le détournement de l'Airbus Alger-Paris.

3.3. ELEMENTS DE SOLUTION.

La menace que font peser les Frères musulmans sur notre pays est encore faible aujourd'hui malgré le caractère spectaculaire des attentats. Mais, il ne faut pas se contenter de rester les bras croisés face à ce constat. Il faut agir en employant les solutions ci-dessous.

3.3.1. La lutte antiterroriste

C'est évidemment la méthode qui vient tout de suite à l'esprit. Si elle s'avère efficace sur le court terme, elle ne fait que déplacer le problème dans le temps ou dans l'espace. Surtout, il faut bien prendre en compte que c'est la répression qui a entraîné la radicalisation des mouvements islamistes au Maghreb et au Machrek. Cette lutte passe par plusieurs aspects.

Il s'agit d'abord de tenter de neutraliser les bases de soutien des réseaux islamistes existants sur le territoire par des interpellations dans les milieux islamistes. On se souviendra à cette occasion de l'assignation à résidence d'islamistes dans la caserne de Folembray (Aisne) et de leur expulsion vers le Burkina Faso. Puis, il faut renforcer la surveillance du territoire. C'est le but du Plan Vigipirate mis en place en

France le 7 septembre 1995 et qui est toujours en vigueur depuis. En renforçant le contrôle des principaux points sensibles (gares, aéroports, stations de métro, écoles), on peut ainsi dissuader les éventuels auteurs d'attentats.

Enfin, ces réseaux sont très ramifiés et leur implantation est transnationale. C'est pourquoi, une coopération internationale est nécessaire. Ce fut l'un des buts de la conférence du 13 mars 1996, à Charm El Cheikh, en Egypte à laquelle participait 26 nations et Yasser Arafat, leader de l'OLP. Cette coopération passe par une coordination beaucoup plus étroite entre les services de renseignement et de police des pays qui constituent des bases de repli (Europe, USA), des pays d'origine de ces réseaux islamistes et des pays qui abritent des camps d'entraînement (Soudan, Pakistan, Bosnie).

3.3.2. L'intégration

Cette deuxième solution est déjà préférable à la première. En effet, avec les attentats du GIA en France, nous avons pu remarquer que les réseaux néofondamentalistes ont été capable de recruter de jeunes Beurs réislamisés.

Premièrement, il faut impérativement que les Français de fraîche date deviennent des citoyens à part entière et fiers de l'être. Ceci passe par une meilleure insertion sociale, par la lutte contre le chômage, par le contrôle de l'immigration clandestine, par la définition claire d'un code de nationalité qui ne varie pas à chaque changement de gouvernement. Surtout, il faut changer les mentalités des Français en ce qui concerne l'Islam. L'amalgame entre violence dans les banlieues et musulmans, entre Islam et extrémisme islamiste est dangereux. Les jeunes qui vont à la mosquée ne sont pas ceux qui brûlent des voitures. Tant que cette situation existera, il y aura deux communautés qui se regarderont avec défiance et de ce fait l'intégration sera plus difficile.

Deuxièmement, il faut créer un Islam de France et non plus un Islam en France. Ainsi, la deuxième religion du pays pourra s'émanciper de la tutelle des différents pays arabes qui la contrôle aujourd'hui. Par ailleurs, un Islam soudé et doté d'une instance représentative unique pourra éviter les sirènes de l'islamisme. En raison de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le ministère de l'intérieur qui est aussi responsable des cultes hésite à instituer une telle instance. Il a toutefois créé en novembre 1989 une commission de 6 sages musulmans qui est devenue en mars 1990 le Conseil de réflexion sur l'Islam en France (CORIF). Mais la mouvance algérienne et la mouvance tunisienne ont créé des institutions comparables. Il est donc nécessaire que le gouvernement français se prononce clairement et choisisse définitivement l'une de ses instances tout comme l'avait fait Napoléon Bonaparte pour les institutions juives et protestantes.

3.3.3. La coopération avec les pays concernés

Pour tenter d'éradiquer cette menace, il faut coopérer avec les états concernés et ne pas systématiquement faire de l'ostracisme envers les mouvements islamistes légalistes.

Il faut s'attaquer tout d'abord à la situation économique de ces pays. En intervenant sur le contrôle des naissances, la paupérisation des classes moyennes et le chômage des jeunes éduqués, les frustrations disparaîtront. La misère économique

et sociale supprimée, le terrorisme et les extrémistes perdront l'élément essentiel de leur croissance. C'est ce que tente l'Union européenne par une coopération économique et une aide au développement (conférence de Barcelone en novembre 1995), coopération qui a aussi l'avantage de limiter l'immigration, source possible de menace islamiste interne pour les pays de l'UE.

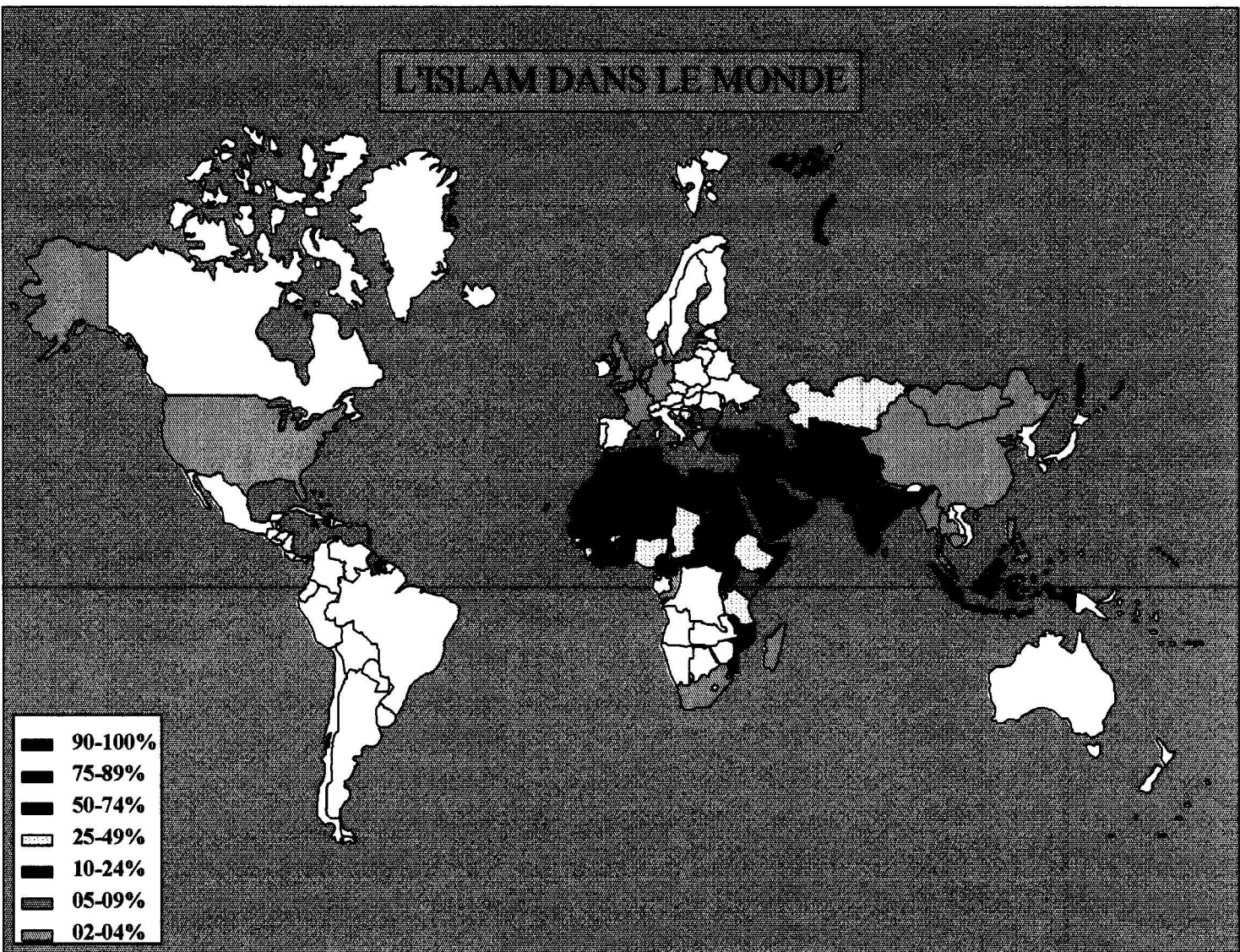
Ensuite, il faut tenter d'infléchir la politique interne des pays. En effet, la lutte contre la corruption, le meilleur respect des lois par les instances gouvernementales et surtout l'instauration d'un pluralisme politique sont aussi efficaces que les opérations de police ou les opérations militaires. Par ailleurs, l'intransigeance de certains Etats est aussi la cause de cet extrémisme. Ainsi, la politique de Benyamin Netanyahu envers l'OLP et les territoires occupés est pour beaucoup dans la poursuite des attentats par le Hamas et le *Jihad*.

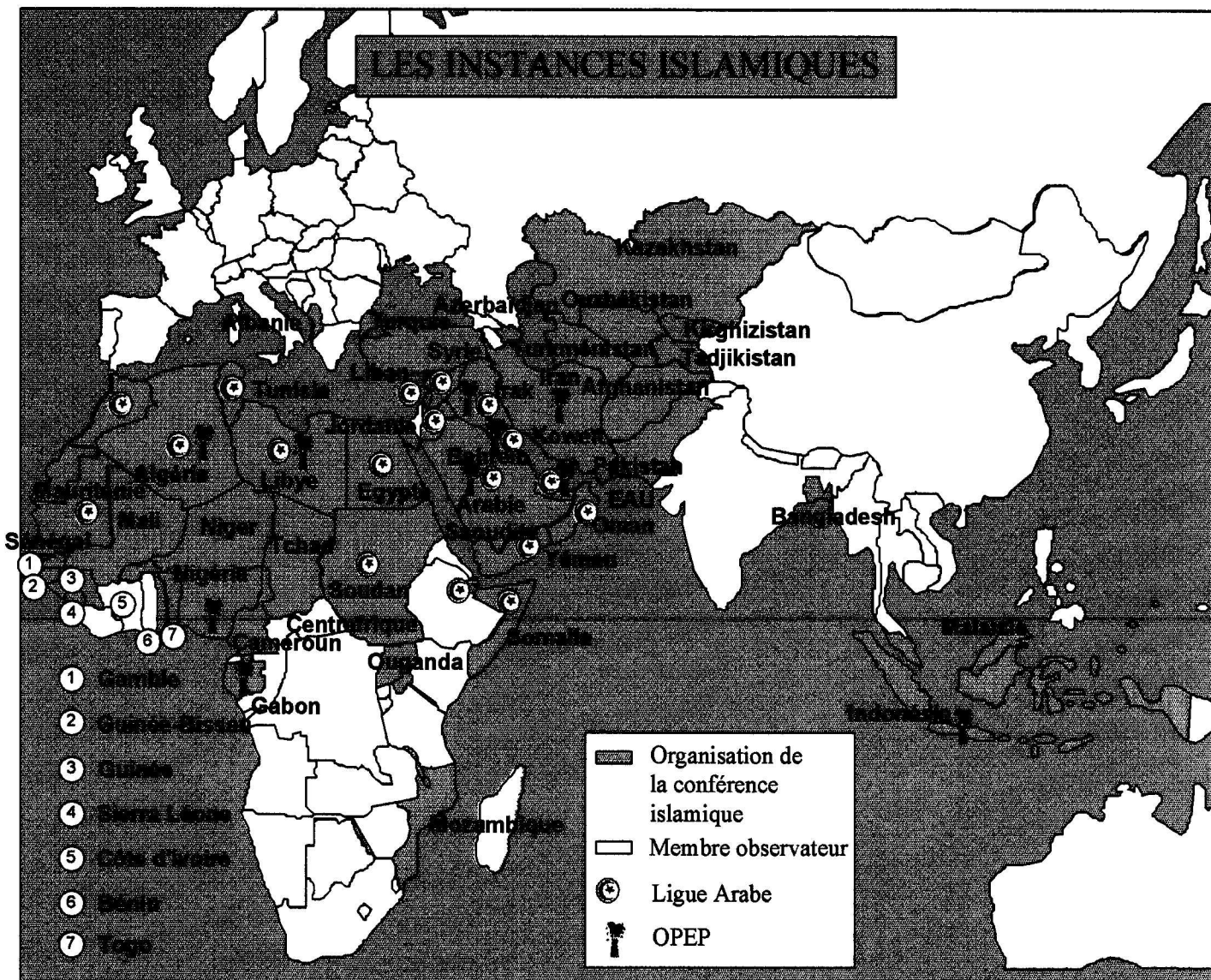
Enfin, comme le font déjà les Américains, il faut instaurer un dialogue civilisé avec les mouvements islamistes modérés ou les pays islamistes comme le Soudan. Il faut surtout faire participer les islamistes légalistes au jeu politique. Ainsi, ils devront avoir un vrai projet politique et seront confrontés aux difficultés de gouverner. Associés aux responsabilités avec les partis laïcs, les mouvements islamistes tendront à se démocratiser. Surtout, il faut coopérer avec l'Islam officiel de ces pays, Islam qui condamne l'extrémisme et le terrorisme comme ce fut le cas à la 7^e conférence de l'OCI à Casablanca le 15 décembre 1994.

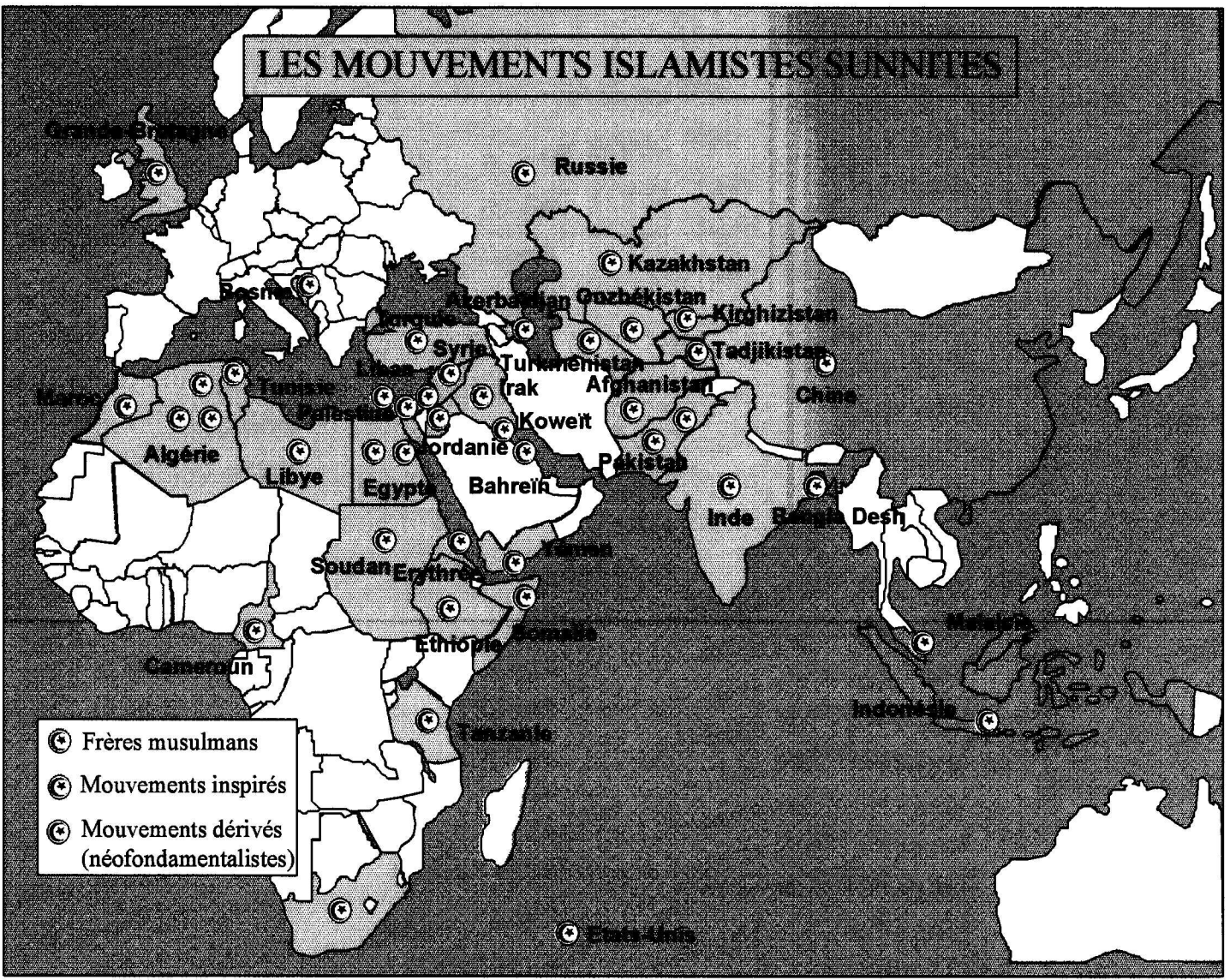
Conclusion

Si certains groupes radicaux ont une capacité de nuisance importante, soit contre nos intérêts et nos ressortissants à l'étranger, soit sur notre sol, l'islamisme ne doit pas être surestimé. En effet, les différents Frères musulmans et les mouvements qu'ils ont inspiré n'ont pas de finalité commune et ne sont pas fédérés dans une instance internationale forte. De plus, les différentes options prônées par les FM en matière de vie politique ont montré soit un affaiblissement des mouvements dans le paysage électoral (Jordanie, Turquie), soit un retour à une politique d'Etat plus conventionnelle (Soudan), soit un morcellement de plus en plus accentué (Algérie, Egypte).

Mais, il ne faut pas non plus négliger cette menace. Au contraire, il s'agit de coopérer avec les pays concernés par ce phénomène et avec les *oulémas* de l'Islam traditionnel. En effet, il est essentiel que l'opinion publique française n'amalgame pas Islam et intégrisme, islamisme modéré et néofondamentalisme. Si cet antagonisme entre une communauté musulmane et le reste des Français venait à perdurer, le « choc des civilisations » sur notre territoire n'aurait alors rien d'impossible.

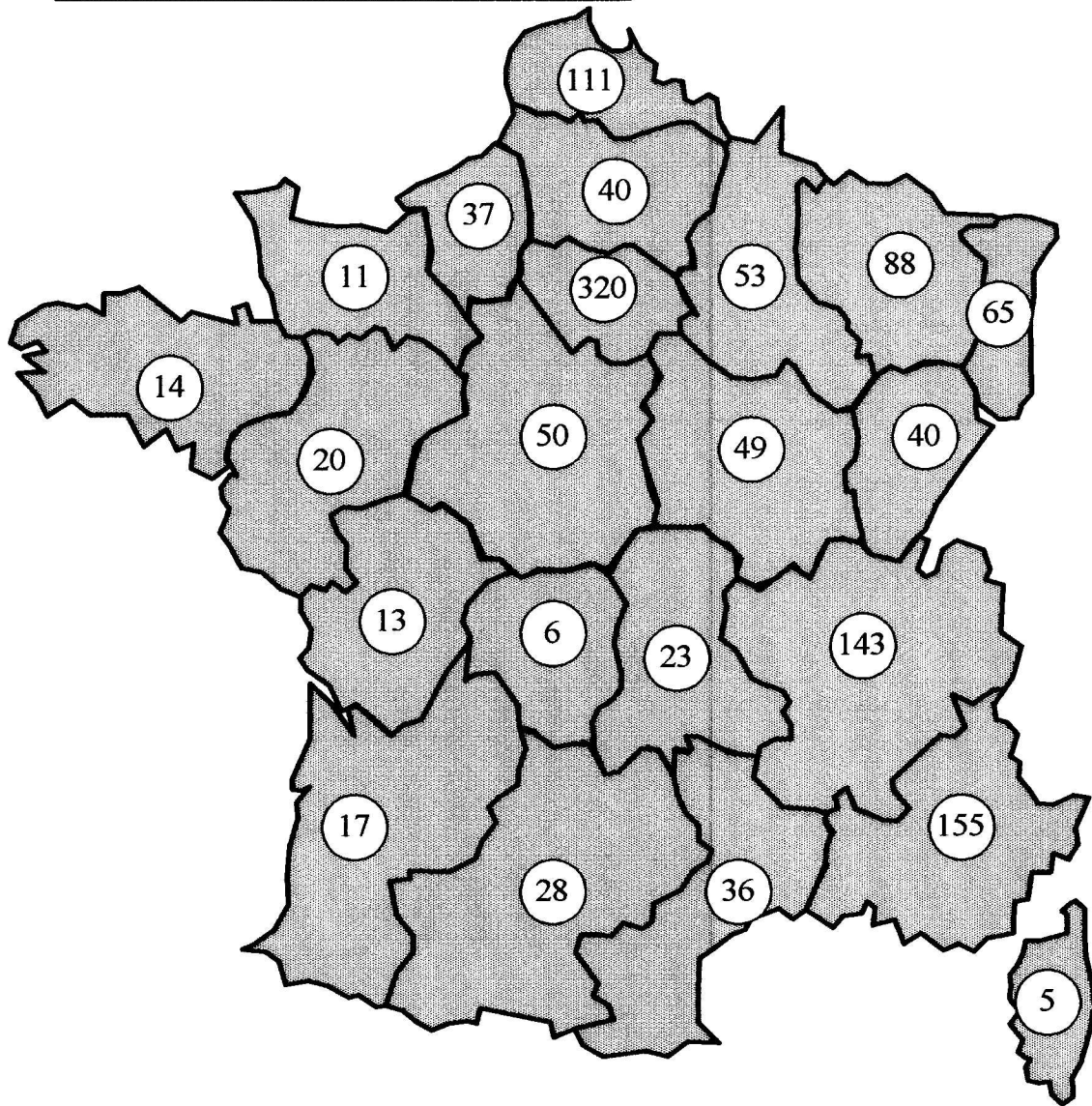






ANNEXE 4 : L'Islam en France

LES MOSQUEES EN FRANCE



ANNEXE 5 : Lexique

- <i>Amir</i> (ou émir) :	Chef, guide
- <i>An-Nahda</i> :	Renaissance
- <i>Charia</i> :	Loi coranique
- <i>Da'wa</i> :	Action missionnaire, prédication
- <i>Hadith</i> :	Commentaires sur les actions de Mahomet
- <i>Hamas</i> :	Ardeur, enthousiasme
- <i>Hijra</i> :	Hégire
- <i>Hizb</i> :	Parti
- <i>Hizballah</i> (ou Hezbollah) :	Parti d'Allah
- <i>Hizb i-Islami</i> :	Parti islamiste
- <i>Ijtihad</i> :	Interprétation du Coran
- <i>Jahiliya</i> :	Barbarie préislamique
- <i>Jama'at al-Ikhwān al-Muslimin</i> :	Association des Frères musulmans
- <i>Jama'at al-Sayyidat al-Muslimat</i> :	Association des Soeurs musulmanes
- <i>Jihad</i> (ou Djihad)	Guerre sainte
- <i>Mollahs</i> :	Docteur en droit coranique
- <i>Moudjahidin</i> :	Combattant de la liberté
- <i>Mujtahid</i> :	Interprète d'exception de la loi coranique
- <i>Oulémas</i> (ou Ulémas) :	Théologien musulman
- <i>Oumma</i> :	Communauté des croyants (musulmans)
- <i>Refah</i> :	Prosperité
- <i>Shura</i> :	Conseil, Assemblée consultative
- <i>Sunna</i> :	Paroles et actions du Prophète
- <i>Takfir</i> :	Anathème, excommunication
- <i>Tawhid</i> :	Unification

ANNEXE 6 : Bibliographie

LIVRES

Paul Balta, *L'Islam*, 1995, Réédition 1997, Le Monde - éditions.
Gilles Képel, *Le Prophète et le Pharaon : les mouvements islamistes dans l'Egypte contemporaine*, 1984, La Découverte.
Gilles Képel, *Les Banlieues de l'Islam*, 1987, Seuil.
Yves Lacoste, Dictionnaire de géopolitique, 1993, Réédition 1995, Flammarion.
Xavier Raufer, *Atlas mondial de l'Islam activiste*, 1991, Editions de la table ronde / stratégiques.
Olivier Roy, *L'Echec de l'Islam politique*, 1990, Seuil
François Thual, *Abrégé géopolitique du Golfe*, 1997, Ellipses
Sous la direction de Gilles Képel et de Yann Richard, *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, 1990, Seuil.

ATLAS

Philippe Lemarchand, *Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe*, 1994, Editions complexe.
Joanne O'Brien / Martin Palmer, *Atlas des religions dans le monde*, 1994, Collection autrement.
Georges Duby, Atlas historique, 1987, Réédition 19996, Larousse
CD-ROM Maps & Facts

ETUDES

Xavier Raufer, *Nouvelles menaces : Le cas du GIA*, 1996, DGA / CHéAR.
Colloque du CID sous la direction de M. Bonnefous : *Intégrisme religieux et sécurité*, 5 juillet 1996.
Etude dirigée sous la direction de M. Thual : *Géopolitique et religion*.

ARTICLES

L'année stratégique 1997.

Alain Chenal, *Le Proche-Orient et le Maghreb*.
Jean-Pierre Raison, *L'Afrique subsaharienne*.

Les Cahiers de l'Orient, N°43, 1996.

Cécil Joly, *Islam et politique dans la TUNISIE contemporaine*.

Les Cahiers de l'Orient, N°38, 1995.

Alain Chevalerias, *Maghreb : trois politiques face à l'islamisme*.
Cécil Joly, *Tunisie : Du MTI à la Nahda*.
Cécil Joly, *Tunisiens en France : La France, une aire de liberté*.
Pascal Perri, *L'Islam en France : L'Islam et l'Etat*.
Charte du culte musulman en France.

Esprit, Mars-avril 1992.

Olivier Roy, *Le néofondamentalisme : des Frères musulmans au FIS algérien.*
Burhan Ghalioun, *Le monde arabe malade de son Etat.*

L'Etat du monde, 1998, 1997, 1996.

L'Etat du monde, 1995.

L'islamisme, un mirage géostratégique.

The Middle East Journal, Summer 1997.

Glenn E. Robinson, *Can Islamists be democrats ? Case of Jordan.*

The Middle East Journal. Winter 1995.

Cassandra, *The impending crisis in Egypt.*

Politique étrangère, 2/95, Eté 1995.

Alain Chenal, *La France rattrapée par le drame algérien.*

Gema Martin-Muñoz, *Egypte et Algérie : convergences et divergences.*

Brahim Younessi, *L'islamisme algérien : nébuleuse ou mouvement social ?*

Politique internationale, n°66, Hiver 94/95.

Amir Taheri, *L'occident face à la menace islamiste.*

RAMSES 95.

Turbulences islamistes.

RAMSES 94.

Le défi islamiste.

Revue de la Défense Nationale. Octobre 1997.

Mustapha Benchenane, *Méditerranée : l'islamisme, menace pour les musulmans.*

Jean-Pierre Mury, *Soudan : l'unité impossible...*

Revue de la Défense Nationale, Juillet 1995.

Jacques Berque, *Islam et islamismes.*

Relations Internationales et Stratégiques, N°16, Hiver 1994.

Loïc Duarte, *Islamisme, pouvoir et société civile dans l'EGYPTE contemporaine.*

Salah Ahmed Babiker, *Soudan : l'effondrement du rêve islamiste.*

Revue de la Défense Nationale, Mai 1995.

Jacques de Goldfiem, *L'intégrisme islamique en ASIE.*

Le trimestre du monde, 1er trimestre 1994.

Walid Abdelnasser, *Fondamentalisme islamique et relations internationales : le cas de l'Egypte.*

Le spectacle du monde, N° 418, Janvier 1997

Dossier : *Sur la piste des artificiers d'Allah.*

Le spectacle du monde N°430, Janvier 1998

Dossier : *Sur l'échiquier d'Allah.*